

Introduction

M. Nicolas Pictet, Président de Genève Place Financière

Mesdames, Messieurs,

J'ai le plaisir d'ouvrir ce soir la 3^{ème} édition des « Assises de la Place Financière ».

Je vous remercie d'être venus si nombreux à cette rencontre désormais traditionnelle qui réunit cette année environ 500 personnes issues de nombreux établissements bancaires et financiers présents à Genève.

Cette affluence record est évidemment due à la qualité des intervenants, M. Patrick Odier, Président de l'ASB, et Mme Sara Carnazzi Weber, Head of Fundamental Macroeconomic Research au Credit Suisse. Je les remercie vivement pour leur disponibilité.

Je pense que votre présence ce soir s'explique aussi par les questions que vous devez vous poser au sujet des nombreux défis auxquels notre secteur économique est confronté aujourd'hui.

J'espère que les exposés qui suivront apporteront des réponses à ces interrogations légitimes.

Mais je compte aussi beaucoup sur le débat prévu à l'issue de ces interventions pour susciter des réactions de votre part et échanger des points de vue.

En ce qui me concerne, je saisis l'occasion qui m'est offerte pour vous présenter le nouveau visage de la Fondation Genève Place Financière, que j'ai le privilège de présider depuis le 1^{er} janvier 2014.

En début d'année, le Conseil a décidé de fixer trois axes stratégiques forts autour desquels doivent s'articuler toutes les actions de la Fondation.

Le lobbying constitue la première priorité.

Nous souhaitons davantage intervenir auprès des autorités politiques pour les sensibiliser aux enjeux actuels.

Les dossiers chauds du moment touchent les trois piliers qui font le succès de notre place, à savoir :

- la gestion de fortune internationale,
- le financement du négoce de matières premières

- la banque commerciale et de détail

Loin de moi l'idée de vous dresser l'inventaire exhaustif des thèmes qui nous occupent. La soirée n'y suffirait pas !

La première priorité est de faire comprendre que notre place financière est utile pour l'ensemble de l'économie et donc pour tout le monde; que cette utilité va même au-delà des frontières du bassin lémanique pour toucher l'ensemble de notre pays.

La place financière est aussi un tout: gestion-crédits-négoce international-armement maritime-certification/surveillance-multinationales, sont une chaîne dont chaque maillon est indispensable au suivant et non des éléments isolés sans lien les uns avec les autres. Sans l'argent des dépôts de la gestion de fortunes, la matière première des crédits fait défaut et donc le financement du négoce s'en trouve affecté; sans négoce ni armement maritime, la SGS par exemple aurait moins de raisons de se trouver à Genève. Sans le tout, pas autant de multinationales, pas autant de recettes fiscales, pas autant d'emplois.

Cette chaîne logique est aussi mère d'une masse critique sans laquelle il est difficile d'attirer les talents qu'il nous faut.

Plus ponctuellement, pour la gestion de fortune internationale, le règlement du passé, en particulier avec les Etats-Unis, va continuer à mobiliser nos forces. L'accès aux marchés étrangers revêt également une importance cruciale, dans la mesure où il s'agit avant tout d'une industrie d'exportation. Enfin, le passage programmé à l'échange automatique d'informations fiscales suscite encore de nombreuses interrogations.

En ce qui concerne le financement du négoce, le sujet principal reste sans conteste l'indispensable réforme de l'imposition des entreprises, qui devrait conduire la Suisse en général et Genève en particulier à pouvoir offrir des conditions fiscales stables, prévisibles et attractives pour les activités de « trading » qui contribuent de manière essentielle à la prospérité de notre canton. A Genève, le but visé par un Conseil d'Etat unanime est de fixer un taux d'imposition unique à 13% pour toutes les personnes morales.

La banque commerciale et de détail est confrontée à des défis importants en lien avec les exigences de fonds propres et les crédits hypothécaires. Dans ce domaine, comme ailleurs, la Suisse doit se garder d'imposer des contraintes trop lourdes aux banques, allant au-delà des standards internationaux. Nous devons lutter contre la tendance au « Swiss Finish » qui caractérise notre pays. Ce travers typiquement helvétique consiste à ajouter une couche de réglementation supplémentaire aux normes communément admises.

Ce bref survol démontre que la Fondation a du pain sur la planche en matière de lobbying.

Son action concrète passe notamment par la rédaction de prises de position sur les projets de lois et de réglementation qui sont publiés à flot continu par l'Administration fédérale et l'Autorité de surveillance.

Cela passe surtout par des contacts réguliers avec les principaux acteurs politiques genevois et fédéraux. Nous avons le devoir d'expliquer à ces leaders d'opinion les tenants et les aboutissants des dossiers prioritaires, tant sur le plan cantonal qu'au niveau national.

Pour illustrer mon propos, je peux vous indiquer que nous avons déjà rencontré le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, le Président du Conseil d'Etat François Longchamp, le Chef du Département des finances Serge Dal Busco et le Conseil administratif de la Ville de Genève.

Le terreau politique cantonal est essentiel. En effet, il faut d'abord convaincre les troupes au niveau cantonal pour être ensuite crédible à Berne.

C'est pourquoi nous avons planifié d'instaurer un dialogue suivi avec les principaux partis cantonaux.

Nous avons également eu des contacts réguliers avec plusieurs Conseillers nationaux genevois afin qu'ils puissent relayer nos préoccupations au Parlement fédéral.

Dans nos démarches, nous agissons souvent en réseau, en nous appuyant sur nos contacts auprès des autres associations économiques, actives à Genève et en Suisse.

La Communication et la promotion

Pour accroître encore sa légitimité, la Fondation doit renforcer sa notoriété et sa visibilité.

C'est pourquoi, il nous paraît important d'intensifier nos relations, avec vous d'abord, et avec les médias. Il faut notamment prendre le temps de discussions « off the record » pour aborder dans le détail des dossiers souvent touffus.

Par ailleurs, vous aurez sans doute pu constater que les représentants de la Fondation ont une présence accrue, notamment dans la presse écrite romande et alémanique. Ces interventions régulières permettent de répéter des messages forts à l'attention de l'opinion publique et des pouvoirs politiques. La Fondation pourra ainsi s'inscrire de manière naturelle dans le paysage médiatique.

La promotion figure aussi au menu de la Fondation. Il ne s'agit pas, en l'état, de mettre sur pied des « roadshows » dans les principales places financières concurrentes de la Suisse. Pour l'instant, nous visons avant tout une collaboration accrue avec l'Office genevois de la

promotion économique. Le Conseiller d'Etat Pierre Maudet a décidé de renforcer cette entité et il faut s'en féliciter.

La formation

J'en viens maintenant au troisième axe prioritaire, à savoir la formation. La place financière ne serait rien sans les talents qui la composent.

A Genève, nous pouvons compter sur plus de 30'000 collaboratrices et collaborateurs motivés et compétents. La Fondation entend jouer un rôle de pivot pour renforcer ce niveau d'excellence, depuis l'apprentissage jusqu'à la recherche fondamentale. Elle peut notamment agir en offrant un panorama de l'offre de formation disponible et en oeuvrant concrètement pour atteindre une meilleure adéquation entre cette offre et la demande en la matière.

En conclusion, je tiens à insister sur le fait que la Fondation est au service de la place financière genevoise, à votre service !

Il s'agit de fédérer les énergies autour des trois axes précités pour assurer le succès de notre branche économique à l'avenir, pour en assurer la compétitivité.

« Compétitivité », le mot est lâché. La Fondation doit mettre son énergie et ses ressources au profit de cette compétitivité, afin que Genève puisse continuer à briller au palmarès des places financières globales, où elle occupe actuellement le 9^{ème} rang.

Je vous remercie de votre attention et passe la parole sans plus attendre à Patrick Odier, Président de l'ASB, qui s'exprimera sur le thème : « Perspectives pour la place financière suisse ».